

PARRAINÉ PAR ALGER

Le MNLA et Ansar Dine signent un «accord de partenariat»

Les deux groupes maliens Ansar Dine et le Mouvement national de libération de l'Azawad ont signé hier un accord de «partenariat» parrainé par Alger dans lequel ils réitèrent leur rejet du terrorisme, s'engagent à éviter toute confrontation dans les zones qui sont sous leur contrôle et à œuvrer pour une solution pacifique au Nord-Mali.

Officiellement placé sous l'égide de l'Algérie, l'accord de partenariat se décline sous forme de sept engagements. Il a été ratifié hier par les représentants des deux groupes présents à Alger depuis quelques jours. Ansar Dine et le MNLA s'engagent en vertu de cet accord à «s'abstenir de toute action susceptible d'engendrer des situations de confrontation et toute forme d'hostilité dans les zones qui sont sous leur contrôle et tout mettre en œuvre pour faire respecter cet engagement». Ils font part de leur intention de sécuriser les zones sous leur contrôle à travers la mise en place de forces de sécurité composées des éléments de leurs groupes respectifs, d'agir pour la libération des otages, d'assurer une assistance humanitaire d'urgence aux populations et d'assurer la libre circulation des personnes et des biens. Les

deux groupes signataires appellent tous les Maliens à joindre leurs efforts aux leurs afin d'effacer «toutes les déviances et défaillances de gouvernance qui ont conduit à porter atteinte à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du pays» et à unir les efforts pour rechercher une solution pacifique. De quels moyens disposent-ils pour concrétiser leurs engagements ? Mohamed Agh Gharib, le représentant du MNLA, expliquait hier que les deux groupes comptaient exclusivement sur les moyens dont ils disposent pour d'un côté tenter de sécuriser la région et aider à la libération des otages. Rejetant catégoriquement l'option de l'intervention militaire, les deux groupes maliens ont à l'unisson condamné la résolution votée jeudi dernier par le Conseil de sécurité et approuvant l'envoi d'une force internationale au Nord-



Photo : DR.

Mali pour une durée d'une année. L'accord de partenariat signé à Alger, affirment-ils, offre au pouvoir central l'occasion de favoriser le dialogue et la voie pacifique.

Pour Bey Dikman, le représentant du MNLA, ce document est la résultante de plusieurs tentatives de rapprochement entre les deux mouve-

ments. Il demande à Alger de poursuivre ses efforts afin de conforter la solution pacifique face aux adeptes de l'intervention militaire. Les représentants des deux groupes présents à Alger se disent «conscients des événements malheureux et tragiques» et se montrent critiques à l'égard du pouvoir central qui «par

suite d'une gouvernance défaillante ont conduit à une partition du pays, troublé gravement la paix et la sécurité». Ils se disent désireux de parvenir «à une solution globale, durable et définitive aux problèmes que rencontre la population Azawad». Tout en appelant au dialogue, ils déterminent le cadre de ce dernier affirmant vouloir «un règlement pacifique, durable et définitif du conflit dans le cadre des principes islamiques en harmonie avec les valeurs authentiques du peuple de l'Azawad et dans le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction ainsi que des règles universelles des droits de l'Homme». Le représentant d'Ansar Dine avertit cependant : pas question de négocier par rapport à l'application de la Charia. Mohamed Agh Gharib est formel : «La Charia, ça ne se négocie pas», dit-il en réponse à une question d'un journaliste. Il ajoute qu'il serait «malséant» de demander au mouvement d'y renoncer. Et d'ajouter qu'il s'agissait là d'un débat interne au Mali qui aura lieu «le moment voulu».

N. I.

L'ONU AUTORISE LE DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE INTERNATIONALE AU MALI

Pas d'intervention militaire dans l'immédiat

Pas d'offensive militaire au Mali dans l'immédiat. La Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU se veut prudente : elle autorise le déploiement d'une force internationale dans le nord du pays mais insiste également sur la nécessité de lancer un dialogue en voie de rétablir l'ordre constitutionnel. La Résolution 2085 ne fixe pas de calendrier pour le déclenchement d'une action militaire.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le Conseil de sécurité a dit oui au texte mis au point par la France. La résolution comporte un volet sécuritaire et un autre purement politique.

Elle est le fruit d'un consensus fragile entre les adeptes d'une solution purement militaire et les défenseurs de l'option du dialogue.

En parallèle au déploiement de la force internationale, le pouvoir malien est prié d'instaurer un dialogue avec pour objectif d'isoler les groupes terroristes d'Aqmi et du Mujao. La résolution de l'ONU, qui ne fixe aucune date-butoir pour le début des opérations, insiste néanmoins sur la nécessité de réunir plusieurs conditions avant de l'envisager. Il s'agit prioritairement de reconstruire l'armée malienne et d'entraîner les troupes panafricaines qui feront partie de la mission internationale de soutien au Mali (Misma), afin de les rendre prêtes à reconquérir le Nord. Le feu vert du Conseil de sécurité pour une intervention au Mali ne sera donné que lorsque ce dernier s'estimera «satis-

fait» de l'état de préparation de cette force. Cette dernière a pour mission d'aider les autorités maliennes à reprendre les zones du Nord de son territoire qui sont contrôlées par des

groupes armés terroristes et extrémistes et à réduire la menace posée par des organisations terroristes, y compris Aqmi et le Mujao et les groupes extrémistes y affiliés, en prenant en même temps des mesures susceptibles de réduire les effets des opérations militaires sur la population civile. Le président français, dont le pays est à l'origine du texte, a confirmé hier que l'intervention militaire n'était pas imminente, affirmant même que ce texte voté à

l'ONU «change tout car il allait favoriser le dialogue politique». François Hollande a estimé que la résolution allait «permettre le dialogue politique» mais «s'il y a toujours une occupation du Nord-Mali, ce seront les Africains, seulement les Africains avec un appui international, qui pourront mener une action militaire».

Avant d'en arriver à cette action militaire, la Résolution 2085 appelle Bamako à initier un dialogue politique pour rétablir pleinement l'ordre

constitutionnel en organisant des élections présidentielles et législatives avant avril 2013.

Les autorités maliennes de transition sont invitées à engager des négociations crédibles avec les groupes présents dans le nord du pays, essentiellement les Touareg, qui se dissocieront des organisations terroristes contrôlant cette région dont Al-Qaïda au Maghreb islamique et le Mujao.

N. I.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE AU CONSEIL NATIONAL

Aït Ahmed annonce son retrait du FFS

Le président du Front des forces socialistes, Hocine Aït Ahmed, a décidé de mettre fin à sa carrière politique, et ce, dès le premier trimestre 2013, échéance qu'il fixe pour la tenue du 5^e congrès du parti. A bientôt 87 ans, l'homme est le doyen de toute la classe politique en Algérie et l'un des militants du mouvement national.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans une lettre adressée aux membres du conseil national du FFS, réuni en session extraordinaire hier

vendredi, Aït Ahmed écrira, de Lausanne, où il réside depuis 1965 : «Mes convictions et ma ferveur sont toujours aussi vivaces qu'aux premières heures de mes soixante-dix ans de militantisme. Mais les cycles de la vie s'imposent à tous. Je dois ainsi vous dire que le moment est venu pour moi de passer le témoin et que je ne me présenterai pas à la présidence du parti pour le prochain exercice.» Mais contrairement à Réda Malek et à Saïd Sadi, les deux seuls grands leaders qui ont volontairement quitté la présidence de leurs partis respectifs, l'ANR et le RCD, Aït Ahmed avertira toutefois : «Je reste

encore, bien entendu, à l'écoute des militantes et des militants et en relation de confiance avec le comité d'éthique et le secrétariat national à qui je demande d'engager dès maintenant le processus du 5^e congrès (...)» Un «comité d'éthique» que des militants du parti n'hésitent pas à appeler «cabinet noir» via lequel Aït Ahmed a dirigé le parti depuis des années. «Je resterai, dans l'avenir, toujours proche de vous dans la réflexion et l'action, en particulier avec la collaboration de mes enfants dans le cadre de la Fondation Aït Ahmed que j'ai décidé de créer.»

Le patron du FFS qui, en mai

2011, avait secrètement négocié avec Bouteflika à l'occasion d'un séjour «discret» à Alger, la participation de son parti aux élections législatives et locales, n'a, dans sa lettre d'hier, à aucun moment eu recours à son style «incisif» qu'il réserve habituellement au pouvoir.

Curieusement, le pouvoir, «civil» comme «militaire», est totalement épargné dans la missive du chef du FFS qui préfère, cette fois, attirer l'attention sur la crise dans la région du Sahel qui doit constituer une préoccupation majeure du congrès, enjoignant-il à son conseil national.

K. A.

ALORS QUE L'OPÉRATION DE RATISSAGE SE POURSUIT ENCORE À L'EST DE BOUIRA

Un lieutenant-colonel et un garde communal tués et un terroriste abattu

Mercredi dernier, aux environs de 20 h, un lieutenant-colonel et un garde communal ont trouvé la mort au cours d'un violent accrochage entre une unité combinée de l'ANP et un important groupe terroriste. Un terroriste a été abattu et son kalachnikov récupéré, apprend-on de sources sûres.

Selon ces dernières, l'accrochage a eu lieu lorsqu'une unité de l'ANP, en embuscade près de la localité

Ighil-Oumenchar, dans la vaste et dense forêt de Tamellaht, s'est retrouvée nez à nez avec un impor-

tant groupe terroriste cerné depuis plus d'une semaine et qui est sorti de sa tanière en essayant d'échapper à l'étau qui se resserrait sur lui. Un accrochage s'en est suivi qui a duré plus d'une demi-heure avec un feu nourri de part et d'autre, avant que les terroristes, à la faveur de l'obscurité, ne se retranchent dans la forêt,

laissant derrière eux un des leurs blessé à mort. Après ce retrait, les militaires ont essayé d'avancer en poursuivant les terroristes dans leur retrait.

Au moment où ils se sont approchés du terroriste qui gisait dans une mare de sang, celui-ci, avant de succomber, tira une rafale à bout portant, touchant mortellement un officier supérieur de l'ANP et un garde communal. La victime, un lieutenant-colonel, était le chef du sous-secteur militaire basé à Oued El Berdi, à 10 km au sud de Bouira. Rappelons que l'opération militaire déclenchée depuis plus d'une semaine au niveau de la forêt de Tamellaht, entre les communes d'Ahnif, El-Adjiba et Ouled Rached, à 40km au sud-est de

Bouira, où un important groupe terroriste se proclamant d'Aqmi était cerné, se poursuit toujours et des renforts de l'ANP ont été dépêchés sur les lieux où des bombardements sporadiques de plusieurs repaires soupçonnés abriter ce groupe terroriste ont été effectués durant toute la journée de jeudi et même la matinée d'hier. Rappelons que dans le cadre de la lutte antiterroriste, et au moment où cet important groupe est cerné dans la daïra de M'chedallah, un chef d'Aqmi, chargé de la liaison et de la coordination entre les zones de Kabylie et le sud du pays, a été arrêté dans la région, plus exactement à Chorfa, commune relevant de la même daïra de M'chedallah.

H. M.

TIZI-OUZOU

5 civils blessés par l'explosion d'une bombe artisanale

Cinq civils ont été blessés par l'explosion d'une bombe artisanale survenue dans l'après-midi d'hier, vendredi, vers 14 heures, sur un chemin mitoyen du village Akerouche, situé à Sidi Ali Bounab, sur les hauteurs de Tadmait.

Des blessures légères ont été causées à quatre d'entre eux qui étaient de passage sur les lieux au moment de la déflagration. Gravement touchée, la cinquième victime a été transférée d'urgence vers le CHU Nédir de Tizi-Ouzou par le P/APC de Tadmait.

Azzedine M.